

"De l'argent gaspillé": le Rwanda poursuit ses investissements sportifs malgré les critiques

Publié le : 15/03/2023

<https://www.france24.com/>



L'Arena de Kigali, salle de basket de 10.000 places, (Image internet)

Kigali (AFP) – Entre partenariats avec le PSG et Arsenal et organisation des Mondiaux de cyclisme sur route en 2025, le Rwanda investit massivement dans le sport, mais ces dépenses suscitent les critiques de l'opposition, qui doute de leur utilité pour l'économie du pays hôte du 73e Congrès de la Fifa.

La présence du Rwanda dans la sphère du sport a débuté en mai 2018 avec la signature pour plusieurs millions de dollars d'un accord de partenariat avec le club anglais d'Arsenal puis l'année suivante avec le Paris Saint-Germain, place forte du football français. Le logo "Visit Rwanda" a fait son apparition en Premier League et en Ligue 1.

L'organisation, passée ou à venir, d'événements sportifs internationaux, de la première édition de la Ligue africaine de basketball en 2021 aux Championnats du monde de cyclisme sur route en 2025, a confirmé l'orientation voulue par les autorités rwandaises.

Elle a nécessité des travaux d'ampleur pour doter le pays de nouvelles infrastructures sportives: 104 millions de dollars pour une salle de basket de 10.000 places, 16 millions pour un parcours de golf inauguré en 2021 à Kigali et 165 millions budgétés pour le chantier en cours au Stade national, dont la capacité doit passer de 25.000 à 45.000 places en 2024.

Le président Paul Kagame voit dans ces investissements un moyen de diversifier l'économie et d'accroître la stature internationale du petit pays de la région des Grands lacs, dont l'histoire est marquée par la tragédie du génocide de 1994.

Ses détracteurs considèrent plutôt que ces dépenses somptuaires servent surtout à détourner l'attention alors que des ONG accusent régulièrement le pouvoir de museler l'opposition.

"Amélioration de la vie des gens"

"Ces investissements ne répondent pas aux besoins immédiats de la grande majorité des Rwandais", déclare ainsi à l'AFP l'opposante Victoire Ingabire. "Je ne crois pas qu'il y ait un retour pour ses investissements", poursuit-elle, soulignant notamment que les parrainages n'ont pas permis grand-chose pour aider les Rwandais qui vivent à la campagne.

"C'est de l'argent gaspillé", conclut la dirigeante de l'opposition. Avec environ 13 millions d'habitants, le revenu annuel par habitant au Rwanda était estimé en 2021 à 822 dollars par la Banque mondiale.

Les autorités rwandaises affirment au contraire que la tenue de tels événements apporte des devises étrangères indispensables et stimule l'économie de la nation enclavée qui dépend du tourisme.

Les revenus du secteur, avant la pandémie de Covid-19, avaient bondi de 17% en 2019 par rapport à l'année précédente, pour atteindre quelque 500 millions de dollars, selon le Rwanda Development Board, une institution gouvernementale.

Sa dirigeante, Clare Akamanzi, a affirmé ce week-end que les partenariats conclus avec Arsenal et le PSG avaient généré plus de 160 millions de dollars. Et également permis d'attirer un million de visiteurs au Rwanda, générant 445 millions de dollars supplémentaires.

"Ces visiteurs ont non seulement quitté le Rwanda avec des souvenirs positifs, mais ils ont également joué un rôle direct dans l'amélioration de la vie des gens", a-t-elle écrit samedi dans l'hebdomadaire East African.

"On ne nous intimidera pas"

"Etre en désaccord avec le modèle de gouvernance du Rwanda, c'est normal, mais mener campagne contre l'investissement dans l'économie d'un pays en développement, qui a un impact réel sur la vie (des) personnes, c'est contre-productif et cynique", a-t-elle également attaqué.

Les contrats avec Arsenal et le PSG, a déclaré ce mois-ci Paul Kagame, ont dépassé "de très loin ce que nous avons investi". Président depuis avril 2000 mais considéré comme le

dirigeant de facto du pays depuis la fin du génocide, en 1994, Kagame a ajouté que son gouvernement était sur le point de conclure un partenariat avec un troisième club de football.

S'exprimant sous couvert de l'anonymat, un diplomate étranger a confié à l'AFP qu'il doutait des affirmations des autorités. "Je ne sais pas si c'est rentable (...). Si c'est payant à long terme, peut-être alors, mais aujourd'hui, je ne le pense pas", a-t-il dit, ajoutant qu'il n'avait pas vu de chiffres étayant ces affirmations.

Les doutes soulevés par "des experts qui ne savent presque rien sur le Rwanda" n'arrêteront pas les initiatives, a balayé Clare Akamanzi, la directrice du Rwanda Development Board. "On ne nous intimidera pas et on ne cédera pas notre place à la table